

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 21 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : conclusion de la troisième mise à jour de l'accord commercial ASEAN-Chine
- ❖ Indonésie : baisse de 25 points de base du taux directeur de 5,75 % à 5,50 %
- ❖ Philippines : résultats mitigés des élections de mi-mandat

LE CHIFFRE À RETENIR

400 M€

Contrat entre les Philippines
et le français OCA pour la
livraison de 40 patrouilleurs

Région

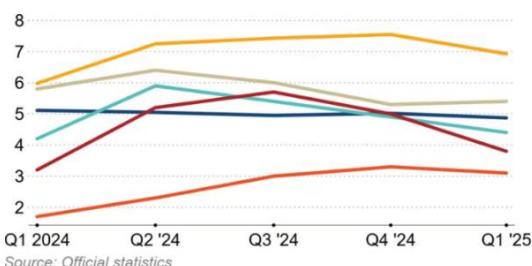
Ralentissement généralisé de la croissance au T1 2025 dans les principales économies de l'ASEAN

Les données publiées pour le premier trimestre 2025 indiquent un fléchissement de la croissance dans cinq des six principales économies de l'ASEAN. En Thaïlande, le PIB réel a progressé de 3,1 % en glissement annuel, après 3,3 % au T4 2024, pénalisé par la baisse de la

Southeast Asian nations' GDP growth

(Year-on-year change, in percent)

■ Indonesia ■ Malaysia ■ Philippines
■ Singapore ■ Thailand ■ Vietnam



Source: Official statistics

consommation privée et des dépenses publiques, malgré une hausse des exportations de 12,3 %. En Indonésie, la croissance a ralenti à 4,9 %, contre 5,0 % au trimestre précédent, le niveau le plus bas depuis le T3 2021. La croissance trimestrielle a également diminué en Malaisie (+4,4 % contre +4,9 %), à Singapour (+3,9 % contre +5,0 %) et au Vietnam (+6,9 % contre 7,5 %). Seule exception : les Philippines, dont le PIB a progressé de 5,4 %, contre +5,3 % au T4 2024. Les économies concernées font face à des incertitudes liées à l'instauration de nouveaux droits de douane américains, dont les taux annoncés début avril varient de 10 à 46 % selon les pays. Dans ce contexte, la Thaïlande a abaissé sa prévision de croissance annuelle, avec une fourchette de « 1,3 à 2,3 % », contre « 2,3 à 3,3 % » précédemment.

Accord conclu sur la version 3.0 de la zone de libre-échange ASEAN-Chine (CAFTA)

La Chine et l'ASEAN ont finalisé les négociations relatives à la version « 3.0 » de leur accord de libre-échange, dont la première version est entrée en vigueur en 2010, intégrant de nouveaux domaines tels que l'économie numérique, l'économie verte et la connectivité des chaînes d'approvisionnement, selon une déclaration du ministère chinois du Commerce en date du 21 mai. L'accord, dont la signature officielle est attendue d'ici la fin de l'année, vise à approfondir l'intégration des chaînes de production et d'approvisionnement entre les deux parties. L'ASEAN constitue le premier partenaire commercial de la Chine, avec un commerce bilatéral atteignant 234 Md USD au premier trimestre 2025, d'après les données des douanes chinoises. Les négociations avaient été engagées en novembre 2022.

Intérêt croissant des family offices asiatiques pour les marchés développés

Selon le *Global Family Office Report 2025* publié par UBS, les family offices (FO) de la région Asie-Pacifique ont alloué en moyenne 24 % de leurs actifs aux actions et 20 % aux obligations des marchés développés en 2024. En Asie du Sud-Est, ces proportions s'élèvent respectivement à 27 % et 22 %. En réponse à la baisse des taux d'intérêt, les FO réduisent leurs avoirs en liquidités au profit d'obligations de qualité investment grade. Pour 2025, ils prévoient d'augmenter leurs allocations à 29 % pour les actions des marchés développés (contre 23 à 26 % sur la période 2019-2024) et à 17 % pour les obligations (11 à 16 % sur la période 2019-2024). Par ailleurs, 55 % des FO envisagent de renforcer leur exposition à l'Asie-Pacifique hors Chine, et 30 % à destination de la Chine. L'or suscite également un intérêt croissant, bien que sa part reste limitée dans les portefeuilles. Enfin, la question de la succession demeure centrale puisqu'environ 49 % des FO d'Asie-Pacifique impliqueraient la prochaine génération dans des fonctions de gestion ou des rôles exécutifs au sein des family offices, un taux supérieur à celui de leurs homologues mondiaux, qui s'établit à 31 %.

Indonésie

Baisse du taux directeur à 5,50 %

Le 21 mai, la banque centrale d'Indonésie (Bank Indonesia, BI) a abaissé son taux directeur de 25 points de base, le portant à 5,50 %. Les taux des facilités de dépôt et de prêt ont également été réduits, à respectivement 4,75 % et 6,25 %. Cette décision vise avant tout à soutenir une économie qui montre des signes de ralentissement, avec une croissance limitée à 4,87 % au premier trimestre. Elle intervient dans un contexte marqué par une inflation toujours faible (1,95 % en avril), une stabilisation de la roupie autour de 16 495 IDR pour 1 USD, et un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Parallèlement, BI a légèrement abaissé sa prévision de croissance pour 2025, désormais attendue entre 4,6 % et 5,4 % (contre 4,7 %-5,5 % précédemment). La banque espère ainsi que cette baisse des taux encouragera les prêts bancaires et la consommation.

Renforcement du budget dédié à l'Agence nationale de la nutrition proposé pour 2026

Le 20 mai, la ministre des Finances Sri Mulyani a présenté devant le Parlement les Principes de la politique macroéconomique et de la politique budgétaire (KEM-PPKF), qui serviront de base de discussion pour l'élaboration du projet de budget 2026 (RAPBN). Le gouvernement propose notamment d'allouer un budget de 13,2 Md USD à l'Agence nationale de la nutrition (BGN), en hausse de près de 3 Md USD par rapport à 2025. Il s'agirait du budget le plus élevé parmi les ministères et agences, devant ceux du ministère de la Défense (10,1 Md USD), de la Police nationale (6,6 Md USD), du ministère de la Santé (6,3 Md USD) et du ministère des Affaires sociales (4,6 Md USD). Cette augmentation reflète la volonté du gouvernement d'accélérer le déploiement du programme de repas nutritifs gratuits (MBG), mis en œuvre par la BGN, notamment dans les zones rurales, alors que l'impact de celui-ci pour les premiers mois de son lancement n'a pas encore été chiffré. Dans ses premières estimations, le gouvernement prévoit une croissance comprise entre 5,2 % et 5,8 % pour 2026. La ministre a précisé que les plafonds budgétaires définitifs seront fixés à l'issue d'une évaluation des performances des ministères et agences dans les deux prochains mois. Elle a également présenté les enveloppes budgétaires prévues pour certains secteurs prioritaires : environ 45 Md USD pour l'éducation et 12 Md USD pour la santé. Ces montants sont généralement répartis entre plusieurs agences dédiées, et une partie des fonds est directement transférée aux collectivités locales, qui sont responsables de la mise en œuvre de certains programmes.

Malaisie

Confirmation d'une croissance de 4,4 % au T1

La croissance s'établit à 4,4 % au premier trimestre en g.a. après 4,9 % au 4^{ème} trimestre 2024, confirmant ainsi les premières estimations du département des statistiques malaisiens. Ce ralentissement est principalement le fait d'une contribution négative de la variation des stocks (pour 2,2 points) et de la baisse d'activité des industries extractives (6 % du PIB) qui ont enregistré une contraction de leur valeur ajoutée de 2,7 % en g.a. Les investissements (22 % du PIB) ont par ailleurs progressé moins fortement qu'au trimestre précédent (+9,7 % en g.a. contre +11,8 %). Dans le même temps, les exportations nettes (5 % du PIB) ont augmenté de 19,6 % et les dépenses de consommation privée (62 % du PIB) et des administrations publiques (12 %) ont continué à augmenter, de 5,0 % et de 4,3 % respectivement en g.a. La demande, interne et externe, a soutenu les services (60 % du PIB ; +5,0 % en g.a.) et les industries manufacturières (23 % ; +4,1 % en g.a.). Le secteur de la construction (4 % du PIB ; +14,2 % en g.a.) a continué à bénéficier des projets d'infrastructure et de centres de données en cours tandis que la croissance est restée modérée pour l'agriculture (6 % ; +0,6% en g.a.).

Nette amélioration de l'excédent courant mais accélération des sorties de capitaux au T1

L'excédent courant s'établit à 3,8 Md USD au 1^{er} trimestre, soit 3,4 % du PIB, après avoir gagné 29,4 % en glissement trimestriel (g.t.). La balance, excédentaire, des biens (8,7 Md USD) a augmenté de 4,2 % en g.t. tandis que le déficit des services (-0,8 Md USD) s'est creusé de 238,6 % sur la même période avec en particulier une baisse de 6,5 % des recettes des voyages en g.t. Le compte financier se solde par des sorties de capitaux nettes plus importantes qu'au trimestre précédent (-4,6 Md USD après -2,1 Md USD), portées principalement par les investissements de portefeuille (-10,9 Md USD) dans le contexte d'incertitude induit par la politique commerciale américaine. Les investissements directs étrangers en Malaisie (3,5 Md USD) se sont par ailleurs réduits de 16,7 % en g.t. et ceux réalisés en dehors du pays (0,8 Md USD) ont reculé de 33,5 % en g.t. La dette extérieure continue à augmenter et atteint 310,3 Md USD fin mars, soit 70,5 % du PIB (contre 69,9 % du PIB fin 2024). Les réserves de change permettent néanmoins de couvrir près de 90 % de la part de la dette arrivant à échéance à court terme selon la Banque nationale malaisienne.

Accélération des échanges commerciaux en avril tirés par la demande américaine

Les échanges commerciaux ont augmenté de 18,4 % en avril en g.a. (contre 2,2 % en mars en g.a.), atteignant un montant mensuel d'environ 61,1 Md USD. La hausse des exportations (+16,4 % en g.a., à 31,4 Md USD) n'a toutefois pas compensé celle plus forte des importations (+20,0 % en g.a. ; 29,9 Md USD), le mois d'avril enregistrant un excédent (1,2 Md USD) en baisse de 33,0 % en g.a. Les produits électriques et électroniques ont représenté en valeur 45 % des ventes malaisiennes à l'étranger (+35,4 % en g.a.) et 42 % des flux entrants dans le pays (+65,1% en g.a.). Les échanges se sont particulièrement intensifiés avec les Etats-Unis (+71,9 % en g.a.) avec un bond en avril de 45,6% des exportations en g.a. (14 % du total) et de 111,8 % des importations (14 %). Le pays reste néanmoins le 3^{ème} partenaire commercial de la Malaisie (14 % du total des échanges) après la Chine (20 % yc Hong Kong ; +10,8 % en g.a.) et Singapour (14 % ; +15,0 % en g.a.).

Singapour

Maintien des prévisions de croissance pour 2025 malgré les incertitudes commerciales mondiales

Le ministère du Commerce et de l'industrie de Singapour a confirmé le 22 mai sa prévision de croissance du PIB pour 2025, maintenue dans la fourchette de 0 à 2 %, en dépit des incertitudes liées aux tensions commerciales internationales. Au premier trimestre, le PIB a progressé de 3,9 % en glissement annuel, contre une estimation précédente de 3,8 %. Le secteur manufacturier, orienté vers l'export, a enregistré une croissance de 4 %, tandis que les services, davantage tournés vers la demande intérieure, ont progressé de 3,6 %. Le ministère a souligné que « l'incertitude économique mondiale reste élevée », et qu'elle pourrait inciter ménages et entreprises à différer leurs décisions de consommation et d'investissement.

La banque centrale avait assoupli sa politique monétaire en avril pour la deuxième fois cette année, afin de soutenir la compétitivité des exportations. Les discussions engagées entre les États-Unis et plusieurs partenaires commerciaux, dont la Chine et le Royaume-Uni, ont permis une suspension temporaire de certains droits de douane, apportant un soutien modéré à la demande extérieure de Singapour.

Remaniement du gouvernement : Lawrence Wong conserve son poste de ministre des finances

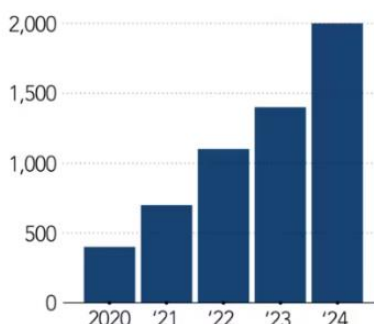
À la suite des élections générales de 2025, le Premier ministre Lawrence Wong a annoncé un remaniement d'ampleur, avec de nouveaux titulaires dans tous les ministères. Il conserve par ailleurs son portefeuille de ministre des Finances. Trois ministres coordonnateurs – K. Shanmugam (sécurité nationale), Chan Chun Sing (services publics) et Ong Ye Kung (politiques sociales) – forment, aux côtés du vice-Premier ministre Gan Kim Yong, le noyau dirigeant de son équipe. Plusieurs nouveaux visages issus de la haute fonction publique et de l'armée, dont Jeffrey Siow et David Neo, font leur entrée au gouvernement, tandis qu'un nouveau ministre chargé des Affaires musulmanes, le Pr Faishal Ibrahim, est nommé.

Les banques intensifient leurs programmes de formation pour héritiers de fortunes chinoises

Les principales banques privées de Singapour, dont United Overseas Bank (UOB), DBS et OCBC (via sa filiale Bank of Singapore), développent des programmes de formation à

Number of single family offices given Singapore tax incentives (Cumulative)

Source: Singapore government



destination des héritiers de grandes fortunes, en particulier issus de Chine. UOB a organisé en 2023 une première mission à Hong Kong pour les enfants de ses clients les plus fortunés, issus du top 10 % des clients dont la banque gère les actifs sous gestion. DBS et OCBC ont également accru la participation de clients nord-asiatiques, représentant 35 % des inscrits chez DBS en 2024. Bank of Singapore a vu les actifs sous gestion de ses clients ultra-fortunés à Hong Kong croître de 54 % en glissement annuel au T1 2025, et a augmenté ses effectifs de gestionnaires de clientèle de près de 30 % en 2024. Ce segment de gestion de patrimoine bénéficie de la croissance des transferts d'actifs depuis la Chine, estimés à 400 Md USD fin 2023. Dans ce contexte, les banques recrutent du personnel sinophone et adaptent leurs services à la clientèle chinoise, malgré un renforcement des exigences réglementaires liées aux risques de blanchiment. À noter qu'une part grandissante des actifs des clients fortunés est détenue dans des family office. Singapour a connu ces dernières années une forte hausse du nombre de ces gestionnaires d'actifs, leur total ayant dépassé les 2 000 fin 2024, contre 1 400 un an plus tôt.

Vietnam

La fiscalité des PME et de certains acteurs de l'innovation en passe d'être allégée

Le 17 mai 2025, l'Assemblée Nationale a adopté une résolution allégeant la fiscalité pour un certain nombre d'acteurs économiques. En particulier, les petites et moyennes entreprises (PME) devraient être exemptées d'impôt sur le revenu des sociétés durant leurs trois premières années d'exploitation. Quant aux jeunes entreprises innovantes (startups), aux sociétés de gestion de fonds de capital-risque et aux sociétés de soutien aux startups, il est prévu qu'elles bénéficient d'une exemption pendant leurs deux premières années d'exploitation, puis le montant dû au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés serait réduit de moitié lors des quatre années suivantes. Les experts et scientifiques travaillant dans des startups, des centres de recherche et développement (R&D), etc. et répondant à certains critères bénéficieront également d'un tel traitement pour leurs revenus individuels. Cette résolution vient mettre en œuvre certaines décisions récentes du Parti Communiste Vietnamien (PCV) en vue de promouvoir le secteur privé et l'innovation.

Deuxième tour de négociations et discussions avec des grands groupes américains

Le ministre vietnamien du Commerce et de l'Industrie, également négociateur en chef avec les Etats-Unis, Nguyen Hong Dien, conclut actuellement une visite aux Etats-Unis débutée le 19 mai dernier. Il était accompagné de nombreux responsables gouvernementaux (Sécurité publique, affaires étrangères, etc.) et de la banque centrale du Vietnam. Les échanges ont porté sur les négociations commerciales entamées depuis l'annonce par l'administration Trump de l'imposition de droits de douanes « réciproques » à hauteur de 46 % le 2 avril dernier, suspendus le 4 avril pour une durée de 90 jours et un possible accord. Les deux parties se seraient accordées sur un calendrier de travail en vue d'aboutir à un accord. Durant son déplacement, Dien a rencontré les représentants de plusieurs grandes entreprises, dont Starlink, Excelerate Energy (GNL), Lockheed Martin ou encore Google. Le ministre a aussi rencontré Westinghouse afin d'échanger sur la relance du programme nucléaire vietnamien et sur les différentes technologies qui pourraient être employées, notamment sur des réacteurs nucléaires classiques et de petite taille (SMR). Parallèlement, au Vietnam, un protocole d'entente a été signé entre Westinghouse et PetroVietnam (PVN), chargé de développer le projet de Ninh Thuan 2. À l'occasion d'une visite d'Eric Trump dans le pays, le gouvernement vietnamien a aussi approuvé l'investissement porté par la Trump Organization de 1,5 Md USD dans la province de Hung Yen, visant à y construire un des principaux complexes touristiques du pays. Le Premier Ministre vietnamien a participé à une cérémonie de pose de la première pierre. Par ailleurs, le fils du président américain aurait également prospecté pour la construction d'une tour à Ho Chi Minh-Ville.

SunGroup lance sa compagnie aérienne

Le gouvernement vietnamien a approuvé la licence accordée à SunGroup pour lancer sa compagnie grand-public, Sun Phu Quoc Airways. Avec un capital initial de 96 M USD, l'entreprise a annoncé vouloir atteindre une flotte de 31 appareils opérationnels d'ici 2030, avec un vol inaugural qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de cette année. Durant les dernières années, le conglomérat vietnamien – un des leaders du secteur touristique dans le pays – s'est diversifié de plus en plus dans tous les aspects du secteur aéronautique. Après le lancement de sa compagnie Sun Air en 2022, opérant des jets privés sur le segment très haut de gamme, le groupe s'est également illustré comme le premier opérateur d'aéroports privés du Vietnam. Il possède actuellement l'aéroport de Van Don et a été mandaté par le ministère de la Sécurité publique pour mener l'agrandissement et l'ouverture au trafic civil de l'aéroport de Gia Binh ainsi que celui de Phu Quoc, en prévision du sommet de l'APEC prévu sur l'île en 2027. Pour contexte, selon l'Autorité de l'aviation civile du Vietnam (CAAV), le trafic aérien sur les 3 premiers mois de 2025 est revenu au niveau de 2019 (pré-pandémie). Les principales compagnies aériennes du pays ont également enregistré d'excellents résultats sur la période, avec des bénéfices avant impôts de respectivement 145 M USD pour Vietnam Airlines et 34 M USD pour Vietjet.

Thaïlande

Le gouvernement approuve une proposition de budget de 116 Md USD pour l'exercice 2026

Le 20 mai 2025, la Première ministre (PM) Paetongtarn Shinawatra a annoncé que le cabinet des ministres avait approuvé le projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2026 (octobre 2025 à septembre 2026), d'un montant de 116 Md USD (3 781 Md THB), soit environ 19 % du PIB. Un montant de 12 Md USD sera dédié à « l'amélioration de la compétitivité » du pays, 13 Md USD à la sécurité et 4,5 Md USD à l'environnement. Le reste des dépenses se répartit entre « l'égalité sociale » (29 Md USD), la « réforme et le développement du service public » (19 Md USD) et le « développement des ressources humaines » (18 Md USD). Une enveloppe de 19 Md USD est accordée au « budget central », laissée à disposition du gouvernement pour investir dans des projets transversaux et faire face aux imprévus. Le texte sera soumis à la Chambre des représentants pour une première lecture lors d'une session parlementaire extraordinaire prévue du 28 au 30 mai 2025. Ce budget marque une légère augmentation (+ 0,7 %) par rapport à celui de 2025, qui s'élevait à 115 Md USD (3 750 Md THB), et une réduction du déficit (-1 % en valeur, à 26 Md USD (860 Md THB)). La PM a indiqué avoir consulté les partis de la coalition. Le leader du parti Bhumjaithai, Anutin Charnvirakul, a confirmé que les chefs des partis de la majorité lui avaient réitéré leur soutien, malgré les tensions croissantes entre son parti et le Pheu Thai duquel est issu la PM. Pour rappel, le budget 2024 avait été voté 6 mois après le début de l'exercice fiscal, retardant les investissements publics sans pour autant porter atteinte aux dépenses courantes du gouvernement.

La croissance ralentit à 3,1 % au T1 2025

Au premier trimestre 2025, la croissance thaïlandaise ralentit à 3,1 % en glissement annuel, contre 3,3 % au trimestre précédent (T4 2024), dépassant néanmoins le consensus des prévisions à 2,9 %. La forte accélération de la production du secteur agricole, à 5,7 % contre 1,1 % au T4 2024, compense le ralentissement du secteur secondaire (0,2 % contre 1,1 %), et du secteur tertiaire (4,2 % contre 4,7%), qui porte toujours la croissance. Selon le NESDC, la production de riz, canne à sucre, fruits et volailles est à l'origine de cette performance : le gouvernement cherche en ce sens activement des débouchés à l'export pour écouler sa production. Côté consommation, l'accélération des exportations des biens et services, à 12,3 % en g.a. au T1 2025 (contre 11,5 % au T4 2024), est liée à l'anticipation des droits de douane américains et compense le ralentissement de la consommation privée (2,6 % au T1 2025 contre 3,4 % au T4 2024), de la consommation publique, (3,4 % contre 5,4 %), et de la FBCF (4,7 % contre 5,1%). Enfin, le NESDC a abaissé sa prévision de croissance annuelle pour 2025 de 1 p.p., exprimant une fourchette de 1,3 % à 2,3 % (contre une estimation de 2,3 à 3,3 % au T4 2024), soulignant la vulnérabilité persistante de l'économie thaïlandaise.

Réallocation de 4,7 Md USD du « digital wallet » vers les projets d'infrastructures et les PME

Le gouvernement thaïlandais a annoncé la réaffectation de 4,7 Md USD (157 Md THB), initialement prévus pour les prochaines phases du programme « digital wallet », à l'efficacité contestée, afin de financer des projets jugés urgents dans le contexte des tensions commerciales avec les États-Unis. Cette enveloppe servira à soutenir des investissements dans la gestion de l'eau, les infrastructures logistiques et le crédit aux PME, dans l'espoir d'atténuer l'impact sur la croissance des droits de douane américains. *« Le digital wallet n'est pas annulé, mais nous devons revoir la meilleure manière d'utiliser ces fonds pour stimuler l'économie »*, a déclaré la PM Paetongtarn. Le gouvernement entend accélérer le décaissement des fonds dès le T3 2025, en anticipation d'un ralentissement de l'activité au second semestre 2025.

Le gouvernement souhaite ramener son excédent bilatéral avec les États-Unis à 15 Md USD

À l'occasion d'un forum de la Chambre de commerce américaine à Bangkok, le ministre thaïlandais des Finances Pichai Chunhavajira, a affirmé que le gouvernement entendait réduire à terme son excédent commercial avec les États-Unis à 15 Md USD par an, soit un tiers de l'excédent de 46 Md USD enregistré en 2024 selon les données américaines (35 Md USD selon les douanes thaïlandaises). Parallèlement, les IDE thaïlandais vers les États-Unis pourraient rapidement dépasser les 2 Md USD. Pichai a aussi mentionné un intérêt pour bénéficier de l'expertise américaine dans l'exploration des gisements pétroliers du golfe de Thaïlande et de la mer d'Andaman.

Philippines

Le français OCEA signe un contrat avec les gardes côtes philippins pour 40 patrouilleurs (400 M EUR)

Les gardes côtes philippins (PCG) ont signé ce jeudi 22 mai un contrat avec le constructeur naval français OCEA pour l'acquisition de 40 patrouilleurs rapides FPB 110 MKII de 35 mètres, pour un montant total de 400 M EUR. Ce projet bénéficie d'un financement souverain français dans le cadre de l'accord intergouvernemental (G2G) conclu entre la France et les Philippines en juin 2024, dont il constitue la première concrétisation. Vingt unités seront construites en France et vingt autres assemblées aux Philippines via de la création d'un chantier naval OCEA aux Philippines. Le contrat comprend également neuf années de soutien logistique et maintenance. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation de la flotte des PCG, en réponse à l'augmentation des incidents d'activités illégales en mer telles que la pêche illégale, la contrebande, la piraterie ainsi que les tensions en mer de Chine méridionale.

Le président Marcos demande la démission de son gouvernement à l'issue des élections de mi-mandat

À la suite des résultats mitigés des élections de mi-mandat, le président philippin Ferdinand Marcos Jr. a annoncé un remaniement de son gouvernement, en demandant la démission de l'ensemble de ses ministres. Il a déclaré : « *It's time to realign government with the people's expectations. [...] The people have spoken, and they expect results, not politics, not excuses. We hear them, and we will act* ». L'équipe économique demeure toutefois inchangée, le président ayant refusé les démissions de courtoisie soumises par la ministre du Commerce Maria Cristina Roque, le ministre des Finances Ralph Recto, la ministre au Budget Amenah Pangandaman, et le chargé du Développement Economique et de la Planification Arsenio Balisacan et l'assistant spécial du président pour les investissements et les affaires économiques Frederick Go.

Les Philippines atteignent un record de 80 % d'utilisation du SPG+ de l'UE

Le taux d'utilisation par les Philippines du Système de préférences généralisées (SPG+) de l'Union européenne a atteint un niveau record de 80 % en 2024. Ce dispositif permet à près de 7 000 produits philippins d'entrer sur le marché européen sans droits de douane. Cette performance marque une hausse par rapport aux années précédentes, où il se situait autour de 73–77 %. Les Philippines restent à ce jour le seul bénéficiaire du SPG+ en Asie du Sud-Est. Toutefois, selon les prévisions, le pays devrait atteindre le statut de revenu intermédiaire supérieur d'ici 2027, ce qui mettrait fin à leur accès au programme. Cette perspective renforce la volonté philippine de conclure un accord de libre-échange avec l'UE, dont le troisième round de négociation est prévu à Bruxelles mi-juin.

Les dividendes des entreprises publiques visent un nouveau record en 2025 malgré un démarrage lent

Le gouvernement a demandé aux entreprises publiques (GOCC) d'augmenter leur versement de dividendes, passant de 50 % à 75 % de leurs bénéfices, afin de renforcer le financement des services publics sans alourdir la fiscalité. Au 15 mai 2025, le ministère des Finances (DOF) a collecté 76 Md PHP (1,3 Md USD) en dividendes, soit une baisse de 14 % par rapport aux 88,6 Md PHP (1,5 Md USD) perçus à la même période en 2024. Cette différence s'explique par des retards dans les versements au premier trimestre 2025. Le DOF prévoit toutefois que les recettes de ces dividendes dépassent les 100 Md PHP (1,7 Md USD) d'ici fin 2025. Les principaux contributeurs cette année incluent LANDBANK, PAGCOR, PDIC, MIAA, PEZA, PHILGUARANTEE et le fonds souverain Maharlika Investment.

Cambodge

Un pas de plus vers une convention fiscale bilatérale

Le troisième tour de négociations de la convention fiscale bilatérale entre le Cambodge et la France s'est tenu à Phnom-Penh les 12 et 13 mai 2025. Elle a permis de conclure la négociation technique et de parapher le texte de l'accord, selon le communiqué de presse de la direction générale des impôts du Cambodge. Les deux pays ont réaffirmé leur engagement de finaliser rapidement cette convention de non-double imposition (CDI) afin de dynamiser leurs échanges commerciaux et leurs investissements bilatéraux. À ce jour, le Cambodge a conclu 13 CDI, dont 11 sont actuellement en vigueur (Singapour, Chine, Brunei, Thaïlande, Indonésie, Vietnam, Hong-Kong, Malaisie, Corée du Sud, Macao et Turquie). Les accords avec le Laos et les Philippines ont été signés en décembre 2024 et février 2025 respectivement. De plus, les négociations avec d'autres pays sont en cours : Birmanie, Japon, Emirats arabes unis, Qatar, Maroc et Azerbaïdjan. Dans un contexte de diversification économique et des exportations et d'éventuelles conséquences de la graduation du statut de PMA du Cambodge, ces accords de non double imposition sont conçus comme aidant le Royaume à attirer plus d'investisseurs étrangers en fournissant un cadre fiscal adapté.

Vers l'autosuffisance en ciment ?

Le 20 mai a été inaugurée une nouvelle cimenterie au Cambodge dans la province de Kampong Speu. Il s'agit d'un investissement de 250 M USD de Conch KT Cement, une coentreprise entre des investisseurs chinois et cambodgiens. Cette usine est capable de produire 2,2 Mt de ciment par an. Le Cambodge compte désormais six cimenteries en service, pour un investissement total d'environ 1,1 Md USD et une capacité de production annuelle d'environ 11 Mt. En 2024, le Cambodge a produit 8,4 Mt de ciment et a commencé d'en exporter plus de 30 000 t vers la Thaïlande. Toutefois, il a encore importé pour 17 M USD de ciment l'an dernier, en baisse de 17 %, d'après la douane cambodgienne. Selon le ministère des Mines et de l'Energie, trois cimenteries supplémentaires – avec une capacité de production annuelle de 5 Mt – sont prévues dans les provinces de Kampot, Battambang et Kratie. Entre-temps, face aux enjeux environnementaux, le Premier

ministre a demandé au ministère des Mines et de l'Énergie d'examiner minutieusement les attributions de nouvelles licences afin de réduire les impacts négatifs de l'industrie cimentière sur la communauté locale et l'environnement.

Les ménages agricoles en baisse

Selon le recensement agricole du Cambodge de 2023, le nombre de ménages agricoles a diminué de 13 %, passant de 2,13 millions en 2013 à 1,85 million en 2023. Les ménages agricoles représentent 54,2 % des ménages cambodgiens. Cette baisse pourrait refléter une transition vers des exploitations agricoles plus grandes, plus commerciales et une diversification vers d'autres secteurs économiques. La majorité des ménages agricoles, soit 93,9 % du total, exploitent des cultures. 58,6 % des ménages agricoles pratiquent l'élevage de bétail et de volaille. Le riz demeure la culture dominante, représentant 66,6 % des surfaces cultivées. Le recensement révèle des défis persistants, notamment un accès limité à l'irrigation. Seuls environ 15 % des terres agricoles sont irriguées et environ 21 % des ménages déclarent avoir accès à l'irrigation. Cette étude est menée par l'Institut national de la statistique (INS) sous l'égide du ministère de la Planification, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche et avec le soutien technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le rapport complet est disponible sur le site de INS.

À l'attention des voyageurs

Après 70 ans de bons et loyaux services, l'aéroport international de Phnom-Penh (PNH), Pochentong, s'apprête à rendre les armes. Situé à 9 km du centre-ville, le président Sihanouk y avait accueilli le Général de Gaulle pour sa célèbre visite en 1966. Depuis 1995, c'était Vinci qui en avait assuré le développement et l'exploitation, contribuant ainsi à l'essor de l'économie cambodgienne, et en premier lieu de son secteur touristique. Le nouvel aéroport international de Phnom-Penh (KTI), Techo International Airport, est situé à 30 km au sud de la capitale. Pouvant, à terme, accueillir 30 millions de passagers, il a nécessité un investissement de 1,5 Md USD. Les autorités cambodgiennes en attendent un développement de l'économie et singulièrement du secteur touristique, qui peine à se relever de la pandémie. Pour mémoire, les trois aéroports internationaux du Cambodge – Siem Reap, Phnom-Penh et Sihanoukville – ont accueilli 6,2 millions de passagers. Et c'est Vinci Airports qui assurera la gestion du nouvel aéroport (en plus de celui de Sihanoukville dont l'entreprise assure aussi le développement). Concrètement, le nouvel aéroport pourrait ouvrir le 9 septembre et il vous prendra au moins 1 heure pour rejoindre le centre-ville.

Laos

Coopérations avec la FAO

L'organisation des Nations-unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) est engagée dans plusieurs coopérations avec le Laos. Parmi ces dernières, un soutien au ministère des Ressources naturelles et de l'environnement en faveur de la biodiversité. Ces actions visent à montrer comment la biodiversité joue un rôle central dans la

production agricole, dans une optique de développement durable. Les communautés locales sont impliquées, avec l'objectif d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience face au changement climatique. Dans le même temps, la FAO appuie les efforts du gouvernement pour améliorer la sécurité des aliments. Et c'est le ministère de la Santé qui est à la manœuvre. Les actions entreprises visent à mieux prendre en considération les normes édictées par le Codex Alimentarius, instance commune à la FAO et à l'OMS. Au-delà de l'amélioration de la sécurité des aliments, cela offre de meilleures perspectives à l'exportation aux produits laotiens.

Protéger les travailleurs migrants

En liaison avec l'Organisation internationale des migrations, les autorités laotiennes veulent réviser la loi et le décret sur l'envoi de travailleurs étrangers. C'est que les travailleurs migrants laotiens sont nombreux et utiles. Leur première destination est la Thaïlande. Ils y trouvent de bien meilleurs salaires qu'au Laos, où le salaire minimum n'est que de 2,7 millions de kips (123 USD/mois). La proximité, géographique comme linguistique, facilite également les mouvements. Avant la Covid, on estime qu'au moins 500 000 travailleurs laotiens s'y rendaient ; pas tous avec un statut légal. Les derniers chiffres disponibles indiquent qu'environ 415 000 Laotiens travailleraient à l'étranger, dont près de la moitié sans statut légal. Pour ces derniers, les chiffres restent naturellement approximatifs. Et les 210 000 travailleurs migrants « légaux » renverraient 625 M USD par an au pays ; cela représente donc 4,5 % du PIB... sans compter l'apport des travailleurs émigrés sans statut. Un sacré soutien pour les familles restées au Laos et pour l'économie du pays.

L'agriculture, mamelle du pays

Le secteur agricole joue un rôle central dans la vie laotienne. Dans un contexte d'inflation toujours élevée, même si elle est revenue à 11,5 % en mars, les salaires réels restent donc faibles. Selon la dernière enquête de la Banque mondiale, de plus en plus de personnes se tournent vers l'agriculture (mais aussi des emplois indépendants ou l'émigration). Au-delà de son rôle social avéré, c'est un secteur central pour l'économie. Les autorités veulent donc développer les productions pour réduire la dépendance aux importations tout en garantissant la sécurité alimentaire. Sur le premier volet, elles favorisent le développement de productions de meilleures qualités, pour répondre à la demande de ses voisins ; en premier lieu le marché chinois (fruits, manioc, viande dans une moindre mesure...). Sur le second, elles souhaitent, par exemple, que la production de viande, poisson et œufs atteigne au moins 577 000 t en 2025. Cela représenterait 73 kg par habitant. Pour mémoire, la production de ces produits s'est élevée à 786 000 t en 2024 ; sauf calamités agricoles, les objectifs 2025 devraient être atteints sans difficulté.

Birmanie

Premiers échanges interposés entre la junte et le gouvernement d'unité nationale (NUG), à l'initiative de la Malaisie

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a indiqué le 21 mai qu'en parallèle d'un entretien bilatéral avec le chef de la junte birmane organisé le mois dernier à Bangkok, il s'était aussi entretenu avec le gouvernement d'unité nationale (NUG). Cette initiative du dirigeant malaisien, menée au nom de l'ASEAN (actuellement sous présidence de la Malaisie), constitue la première ouverture apparente du régime militaire à un dialogue depuis le coup d'État de février 2021. Nay Phone Latt, porte-parole du gouvernement d'unité nationale (NUG), a déclaré que le gouvernement parallèle serait disposé à engager un dialogue avec l'armée si celle-ci acceptait six conditions, incluant notamment la formation d'une nouvelle union fédérale démocratique fondée sur une nouvelle constitution excluant tout rôle politique pour l'armée, ainsi que la mise en place d'un cadre de justice transitionnelle. Pour rappel, le gouvernement d'unité nationale (NUG) est constitué de membres de l'ancien gouvernement élu et dirigé par la lauréate du prix Nobel Aung San Suu Kyi. Par ailleurs, lors de son déplacement à Bangkok, Anwar a plaidé en faveur de la prolongation du cessez-le-feu, afin de faciliter la livraison de l'aide humanitaire post-séisme du 28 mars, qui a fait plus de 3 800 morts, principalement dans le centre de la Birmanie. À ces pertes humaines s'ajoutent celles imputables au conflit, soit environ 4 800 morts selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), alors que 3,5 millions d'habitants ont été déplacés. La situation en Birmanie sera abordée lors du sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur la semaine prochaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr